



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
 LIMITEE

E/CN.14/CAD/3/5
 E/CN.14/POP/142
 17 novembre 1978

FRANCAIS
 Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Troisième session de la Conférence
 des démographes africains

Dakar (Sénégal), 19 - 24 février 1979

**RAPPORT SUR LES ACTIVITES DE POPULATION POUR LES
 ANNEES 1975-1978 ET PROGRAMME DE TRAVAIL POUR
 1980-81 AVEC PROJECTIONS A 1982-83**

I. Rapport d'activités 1975-1978

1. La revue du Programme africain de la CEA en matière de population a déjà été faite dans diverses publications de la Commission, y compris celles présentées aux sessions précédentes de la Conférence des démographes africains. Depuis 1974, date de la dernière réunion de la Conférence, ce programme a été constamment revu. Par conséquent, de nombreux changements ont été opérés dans le but premier de rendre à la région des services meilleurs et plus effectifs. La plupart d'entre eux ont été entrepris en réponse aux points de vue et recommandations exprimés par les différents organes législatifs de la Commission.

2. Les principales recommandations adoptées par la Conférence des démographes africains, lors de sa seconde session tenue à Addis-Abéba ^{1/} s'articulaient sur l'idée de l'amélioration de la mise à la disposition, de l'analyse et de l'évaluation des données démographiques. Des domaines d'intérêt spécifiques ont été conservés par les recommandations adoptées, comme, par exemple, un plus grand appui au Programme africain des recensements, l'amélioration de la qualité des statistiques sur la migration et l'urbanisation, l'étude de l'effet possible de l'emploi des femmes sur la fécondité en Afrique et de facteurs qui influent sur la taille de la famille, surtout dans les zones urbaines. Ont également été acceptées des études sur les politiques et programmes de population en Afrique, sur l'évaluation des données issues des recensements et enquêtes, sur les dynamiques de population et leurs relations avec les variables socio-économiques, et les problèmes de mesure de la population économiquement active.

^{1/} Rapport de la seconde session de la Conférence des démographes africains, E/CN.14/POP/120, Annexe II, pp. 1-6.

3. De plus, la Conférence a fait des recommandations sur la formation et la recherche en Afrique. Les fonctions des différents centres des Nations Unies ainsi que le champ de la formation et de la recherche attendues des autres ont été examinés. La Conférence a, en particulier, reconnu l'approche interdisciplinaire sur la population, a souscrit à la recommandation selon laquelle l'enseignement des instituts des Nations Unies devraient embrasser des sujets tels que la sociologie, l'économie, les mathématiques, la statistique et d'autres sujets pertinents, auxiliaires de la démographie technique. Elle a également entériné le point de vue selon lequel le contenu démographique des cours statistiques de niveau moyen devrait être renforcé et que les enseignements dans tous les autres centres des Nations Unies devraient comprendre des exercices de terrain ainsi que des enseignements ad hoc de courte durée de différents types et niveaux.

4. En dehors des recommandations ci-dessus, la Conférence a aussi examiné le projet de résolution issu du groupe de travail sur les niveaux et différences de fécondité en Afrique et l'a adopté avec peu d'amendements^{2/}. Le projet de résolution adopté a été amendé en conséquence et adopté par la Conférence des ministres africains à sa troisième réunion à Nairobi, 24-28 février 1975.^{3/} Cette résolution 273 (XII) rappelait la précédente résolution 230 (X) du 13 février 1971^{4/} et notait que les ministres avaient demandé alors au Secrétaire exécutif d'entreprendre une étude sur les niveaux de population et ses tendances en relation avec le développement économique et social et d'accélérer l'établissement de centres sous-régionaux pour la formation de démographes.

5. De plus la résolution 273 (XII) prenait aussi note du rapport de la seconde session de la Conférence des démographes africains. Elle invitait le Secrétaire exécutif à continuer les études sur les interrelations entre la croissance de population et le développement économique et social, lui demandait de renforcer l'infrastructure du service de la population au secrétariat de la Commission et d'entreprendre les actions nécessaires pour la pleine exécution des programmes de population de la CEA. Elle demandait également aux gouvernements de la région d'accorder toute l'attention due aux conditions socio-économiques des parents et des enfants et d'assurer l'intégration de la planification familiale, selon les droits de souveraineté nationale et les priorités, dans la planification du développement. Finalement, les gouvernements ont été appelés à assister les centres de formation des Nations Unies.

^{2/} Ibid, p.19, aussi partie II, pp. 25-26

^{3/} Résolution 273 (XII) sur les programmes intégrés de population, E/CN.14/RES/273(XII), 183ième réunion 28 février 1975.

^{4/} Résolution 230(X) sur la population, E/4997 - E/CN.14.14/519, 163ième réunion 13 février 1971.

6. La Consultation régionale consécutive de la Conférence mondiale sur la population tenue à Lusaka, Zambie du 16 au 22 avril 1975, a donné également l'occasion aux représentants des gouvernements africains d'exprimer leurs vues sur les propositions de la CEA pour un programme d'action sur la population en Afrique.^{5/} La réunion, entre autres, a exprimé le point de vue selon lequel une attention adéquate devrait être donnée à l'impact du développement économique sur la population et réciproquement, que la stratégie pour le développement devrait définir l'effet de la taille de la population, de sa structure, de sa croissance et de sa distribution sur un développement économique et social soutenu, que le rôle de la femme devrait être également souligné dans le programme de développement et que les femmes devraient participer pleinement aux affaires du développement, que le programme de développement économique et social devrait se concentrer sur les zones rurales, que les pays devraient tendre vers une réduction rapide de la morbidité et de la mortalité et, que services étendus de prestations maternelles et infantiles devraient constituer un élément important de la médecine préventive, et que l'on devrait accorder une attention adéquate à l'éducation sur la population pour les jeunes à l'école et hors de l'école; de même une éducation sur la vie familiale devrait faire partie intégralement de services de PMI.

7. La réunion a également mis l'accent sur l'importance des mouvements migratoires pour le développement, en notant que le manque de possibilités d'emploi et l'orientation inadéquate des enseignements scolaires étaient les deux principaux facteurs liés aux mouvements migratoires, surtout de type rural-urbain. Les problèmes de définition et de méthodologie dans la collecte des données et les études de recherche sur les migrations ont été sous-estimés ainsi que le besoin pour l'étude, en profondeur, de l'amplitude, de la direction et des corrélations des mouvements migratoires internes et des caractéristiques des migrants. Notant que le principe de souveraineté et le problème de l'exode des cerveaux étaient des sujets importants dans les mouvements internationaux de population en Afrique, la Conférence a souligné le besoin d'études sur la migration internationale dans des pays où existaient des problèmes spécifiques.

8. Le besoin pour des systèmes plus efficaces de collecte de données dans la région était souligné par une recommandation stipulant que des efforts devraient être consentis pour améliorer la situation, particulièrement grâce à la formation du personnel local à tous les niveaux. Plusieurs participants ont insisté sur la signification des enquêtes et de l'état civil pour obtenir des estimations sûres sur des tendances démographiques. En général, on a fait observer que la collecte des données ne devrait pas se limiter aux données à caractère essentiellement démographique; d'autres types de données économiques et sociales liées devraient aussi être collectées.

5/ Rapport sur la Consultation régionale consécutive à la Conférence mondiale de la population, Lusaka, Zambie, 16-22 avril 1975, E/CN.14/POP/136 - Propositions pour un programme d'action sur la population à considérer par les gouvernements africains, E/CN.14/POP/135/Rev.1

9. La discussion sur le type et le contenu de la formation démographique a conduit à un accord sur l'idée d'une étude de population avec une large base en conformité avec la recommandation sur la nature interdisciplinaire de la formation démographique. Il a été aussi recommandé que la formation de niveau moyen devrait être sérieusement envisagée par les centres de formation des Nations Unies sur les activités d'information et de documentation. Il a été demandé à la CEA d'apporter une assistance pour la publicité, les activités démographiques dans les différents pays de la région, par la distribution des rapports sur les études et projets entrepris

10. Récemment, la CEA a entrepris une réorganisation majeure des programmes de travail et des activités de toutes ses divisions. A cette fin, elle a adopté un nouveau cadre de principes pour l'application du nouvel ordre économique international pour l'Afrique.^{6/} Le cadre révisé tend à promouvoir l'auto-suffisance collective, la coopération et l'intégration centrafricaines. Sur cette base, la Commission a préparé un plan à moyen terme pour 1976-1981 ^{7/} qui a servi de fond pour le programme de travail biennal 1978-1979, approuvé par la Conférence des ministres africains, à Kinshasa, en février/mars 1978. Le cadre révisé accorde une place particulière à l'établissement des Centres multi-nationaux de programmations et d'opérations (MULPOC). Les Centres qui remplacent les anciennes UNDATS doivent assister la CEA dans l'identification et l'exécution de projets d'un intérêt particulier pour des sous-régions spécifiques ou des groupes de pays.

11. La base du nouveau cadre est de promouvoir et de faciliter une planification adéquate dans les pays de la région. Les gouvernements doivent être encouragés et aidés à adopter une approche unifiée de la planification du développement et de l'analyse avec l'accent mis sur la distribution, les changements structurels et institutionnels et un diagnostic minutieux des faiblesses actuelles aussi bien que des possibilités du développement. Il doit également rechercher des politiques appropriées y compris la planification spatiale liée à la politique d'urbanisation, de développement rural intégré, la migration interne et la planification pour des groupes sociaux spécifiques, comme les enfants et les femmes. Le nouveau type de planification proposé nécessite un nouveau projet de recherche, y compris un système de collecte et d'analyse des statistiques et d'autres informations. Une mention spéciale doit être faite du besoin pour des enquêtes nationales intégrées, en particulier au niveau micro socio-économique.

12. Les résolutions, recommandations et observations discutées ci-dessus, en plus d'autres activités et intérêts suscités par la Conférence mondiale de la population ont constitué des instruments pour affiner la vision de la CEA sur la population dans le développement africain. Récemment le FNUAP a organisé une mission pour évaluer les activités des programmes de population dans la région. Le projet de rapport de la mission a déjà

^{6/} Cadre révisé de principes pour l'application du nouvel ordre économique international en Afrique, E/CN.14/ECO/90/Rev.3.

^{7/} Plan à moyen terme révisé 1976-1981, E/CN.14/TECO/31/Rev.2

commencé à susciter de nouvelles idées qui, éventuellement appliquées, pourraient, si le rapport final est accepté par la Commission, modifier considérablement l'orientation et l'avenir des activités et programmes de population de la CEA. Cependant, basé sur les considérations développées ci-dessous, un résumé des activités principales entreprises ainsi que de celles proposées pour l'avenir prochain est donné ci-dessous.

A. Revue générale rétrospective de la recherche et des études

13. Pour chaque grand projet dans le programme de travail et des priorités depuis 1975, nous présentons brièvement l'état de son exécution, en montrant si le projet est achevé, s'il continue, si des documents ont été préparés, les contributions majeures, et les raisons pour l'ajournement ou la non exécution des projets. La liste avec les numéros de projets obéit au format du récent programme de travail approuvé de la Commission.

Numéro de projet

Etat de l'exécution du projet

9.481.01

Assistance aux pays et territoires pour élaborer, exécuter et évaluer des politiques et programmes nationaux en matière de population en tant que partie intégrante d'une aide à la planification du développement économique et social.

A la demande de l'IPPF, les documents de base ont été préparés sur

- (a) la base démographique du développement
- (b) la famille africaine en transition et
- (c) la méthodologie de l'éducation, l'enseignement et l'évaluation, pour l'atelier sur l'étude de la famille africaine organisé à Nairobi (1975).

9.481.02

Etude des tendances en matière d'adoption et d'exécution de politiques et de programmes démographiques dans le cadre de la planification du développement en Afrique.

Le principal document de base fut préparé pour la consultation consécutive à la Conférence mondiale sur la population sur l'application du Plan mondial d'action en matière de population, intitulé: Propositions pour un programme d'action en matière de population pour les pays africains, E/CN.14/POP/135/Rev.1 (1975)

9.481.03

Etude de l'incidence de l'évolution de la croissance, de la structure et du mouvement de la population, etc. sur la planification du développement économique et social.

1. Les études de type macro sur les relations entre population et développement économique et social au Sénégal et Madagascar ont été achevées et revues (1975); en 1976 les études de cas sur le Kenya, et la Côte d'Ivoire ont également été terminées; de même en 1977 et 1978 des études additionnelles sur le Zaïre, le Niger et le Bénin ont été réalisées alors que les études sur le Maroc et la Haute Volta ont été lancées en vue de leur achèvement prochainement.

2. Les documents suivants ont constitué la contribution à l'étude annuelle de la CEA sur les conditions économiques et sociales en Afrique:

- (a) tendances de population en Afrique (1974)
- (b) tendances démographiques et politiques (1976)
- (c) tendances démographiques et politiques (1978)

3. Etudes complétées sur : l'échange de la main-d'oeuvre entre la Côte d'Ivoire et des pays voisins du Sahel: base d'une approche de la sous-région

4. Le travail continue sur l'analyse des réponses des gouvernements africains à la troisième enquête des Nations Unies sur la population.

9.481.04

Etudes des incidences démographiques sur les projets de développement rural intégré.

Ce projet n'a pas été exécuté en 1978 comme prévu, parce que les fonds attendus du Fonds d'affection spéciale des Nations Unies pour le développement africain n'ont pas été rendus disponibles.

9.481.05

Etudes sur la migration, l'urbanisation et la localisation du peuplement et leurs rapports avec le développement économique et social des régions où interviennent ces phénomènes.

1. Au cours des années 1975/76, des études sur le volume et les conséquences de la migration à Accra, Kinshasa, Lagos et Libreville ont été achevées et les documents de travail suivants ont été publiés:

- (a) volume et conséquence de la migration à Lagos, ECA/PD/WP/1
- (b) volume et conséquence de la migration à Accra, ECA/PD/WP/2

2. L'étude des définitions de la population urbaine en Afrique, qui a débuté en 1975, a été achevée en projet au premier semestre de 1976, mais le manuscrit demande à être revu.

3. Un document a été écrit sur: "L'évaluation, l'ajustement et l'analyse des données sur la migration", pour le Séminaire sur les méthodes de l'évaluation des données démographiques, ajustement et analyse, Accra, Ghana, décembre 1977.

4. Le travail continue (en 1978 et au delà) sur:

- (a) Cinq enquêtes démographiques différentes sur les fonctionnaires fédéraux, les établissements industriels, les ménages de Lagos, les exigences de la qualité de l'environnement et de l'espace public pour la planification de la nouvelle capitale fédérale du Nigéria. Le travail sur le terrain pour les cinq enquêtes a été achevé et le traitement des données est en cours. Le projet, exécuté conjointement avec la Division de la statistique, l'Institut régional des études de population et l'agence de développement de la capitale fédérale est financé par le gouvernement du Nigéria.
- (b) Etude de la distribution de population et localisation des industries (en collaboration avec la Division de la recherche socio-économique).

9.481.09

Etude comparative des éléments "administration" et "évaluation" des programmes de planification familiale en Afrique.

Cette étude a débuté en 1976, mais a dû être abandonnée à cause de la non disponibilité des fonds et du manque de données sur la question.

9.481.10

Etude du rôle des organisations internationales privées dans l'exécution des programmes de planification familiale et leur impact dans la région.

La première rédaction de l'étude, achevée, début 1978, doit être finalisée.

9.482.01 (a) Assistance aux pays et territoires pour définir les relations mutuelles entre les tendances démographiques et le développement socio-économique; pour effectuer des études méthodologiques, pertinentes; pour concevoir, exécuter et analyser les enquêtes démographiques; pour évaluer et ajuster les données; pour appliquer les recommandations du Plan d'action mondial sur la population.

1. A la demande du gouvernement, l'étude sur l'exode rural en République centrafricaine a été entreprise en 1975-1976. Un rapport en deux volumes a été publié: République centrafricaine et CEA, les Motivations de l'exode rural en République centrafricaine, Tome I et II, mars 1976.
 2. A la suite des difficultés pour recruter un expert pour Mali dans le Cadre du programme africain de recensements, la Division a assigné un de ses conseils régionaux pour le recensement de 1976 du Mali en collaboration avec la Division de la statistique (1976-1977).
 3. A la requête du gouvernement du Nigéria, la Division, comme indiqué au 9.481.05, a travaillé avec la Division de la statistique de la CEA et l'Institut régional des études de population pour mener cinq enquêtes démographiques différentes nécessaires à l'obtention de données pour la planification de la nouvelle capitale fédérale du Nigéria (1976-1978).
 4. A la requête du gouvernement, un fonctionnaire a visité Maurice en 1977 pour collecter les données de fécondité en vue de leur analyse, un projet de rapport retardé est maintenant prêt.
 5. L'analyse de la mortalité à Brazaville a été entreprise, à la demande du gouvernement du Congo en 1977.
- (b) Mission faite pour assister les gouvernements pour compléter les questionnaires de la troisième enquête des Nations Unies sur la population.

9.482.02 Evaluation, ajustement et analyse des données démographiques et établissement de projections démographiques.

Les progrès ont été gênés dans l'exécution de ces projets par suite du délai dans la tabulation des résultats du recensement national. Cependant le travail a commencé sur:

- (a) Evaluation du recensement du 1973 de la Libye. (En collaboration avec l'Institut régional d'études de population, Accra) 1977-78.
- (b) Une monographie sur la fécondité et la mortalité en Libye sera démarrée: les données ont déjà été collectées pour ce travail.

9.482.03

Etudes des mouvements migratoires en Afrique: leurs caractéristiques, leur ampleur et leurs tendances.

Bien que le travail préliminaire ait commencé sur ce projet, le progrès a été plutôt lent par manque des ressources en personnel.

9.482.04

Etudes sur la mortalité, ses niveaux, ses tendances et sa structure et élaboration de tables de mortalité.

1. Une communication a été préparée sur "récentes expériences dans la collecte et l'analyse des données sur la mortalité dans les pays africains. (En collaboration avec la Division de la statistique).
2. Une analyse comparative de la mortalité dans le pays du Maghreb a été complétée (1977).
3. Une étude comparative de la mortalité en Afrique de l'est (Kenya, Tanzanie, Uganda, Zambie) a commencé en 1977 et est en voie d'achèvement.
4. Comme indiqué 9.482.02 le travail sur la monographie "mortalité en Libye" d'après les données du recensement de 1976 a débuté début 1978; le progrès a été lent à cause de l'insuffisance des ressources en personnel.

9.482.05

Etudes sur les aspects démographiques de la population active en Afrique, y compris les tendances des taux d'activité féminine.

Aucun aspect de ce projet n'a été abordé par manque de moyens. Il a été reporté en 1979. En l'absence des ressources internes, un consultant sera recruté pour cette étude.

9.482.06

Etude démographique des populations nomades

Comme aucun aspect de ce projet n'a été abordé comme prévu en 1978; il a été reporté en 1979.

9.482.07 Etude des tendances des migrations internationales dans certains pays.

Pas d'exécution, par manque de ressources.

9.482.08 Etudes des niveaux, structures, différences et tendances en matière de fécondité et des facteurs socio-culturels qui les influencent ainsi que de leurs incidences sur le développement.

(1) Deux documents de travail ont été publiés:

(a) "Fécondité, éducation et croissance de la population en Afrique", ECA/FD/WP/1976/2

(b) Niveau de fécondité, schémas et différences en Afrique et leurs implications pour le développement économique et social, CEA/PD/WP/1976/1

(2) Une étude sur les différences de fécondité parmi les groupes d'occupation des femmes a également été achevée.

(3) Un projet de rapport a été complété sur l'analyse de la fécondité à Maurice.

(4) Un travail sur la monographie de la fécondité en Libye a débuté en 1978 et continue en 1979.

9.482.09 Etude des rapports entre la mortalité infantile et néonatale et les niveaux et la structure de la fécondité dans certains pays.

La première phase de l'enquête fécondité/mortalité en Zambie a démarré en juillet 1978 et a été achevée avec succès en septembre suivant. Deux autres phases doivent suivre. L'enquête, qui était financée par la Fondation Ford, est exécutée par la Division de la population et l'Office national des statistiques, Lusaka, Zambie.

9.482.10 Etude de la sous fécondité et de l'infécondité dans la sous-région centrale africaine et leur implication politique.

L'insuffisance des ressources en planification et de temps ont empêché l'exécution de ce projet; ceux qui en ont été chargés étaient complètement occupés par d'autres projets plus urgents.

9.482.11 Etude du mariage en Afrique, de ses modèles de changement et sa relation avec la fécondité

Cette étude n'a pu être complétée à cause d'engagements de la Division dans des projets plus urgents.

9.482.20 (c) Collecte et diffusion de l'information

Des efforts pour publier une forme révisée du guide démographique pour l'Afrique ont été contrariés par l'indisponibilité des données significatives de la série des recensements de 1970 dans la plupart des pays. Autrement, des progrès dans la mise à jour de l'édition de 1975 ont été enregistrés.

9.482.25 Manuel des concepts et définitions démographiques adaptés à l'Afrique

Un projet de ce manuel est envoyé aux pays pour commentaires et observations. La préparation du rapport final, après réception de ces commentaires, sera fait en 1979.

B. Etudes de cas et séminaires nationaux

14. Lors de sa première session tenue en 1971, la Conférence des ministres de la CEA a demandé à la CEA, par la résolution 230 (X), d'entreprendre une série d'études de cas sur la croissance de la population et le développement économique et social dans les différents pays africains. La Division de la population de la CEA a alors décidé d'inviter un certain nombre d'experts pour entreprendre ces études.

15. Deux types d'études ont été envisagés d'après le programme de travail de la Division de la population. Le premier type d'études "macro" couvrant le pays entier était basé sur la projection de population des Nations Unies selon les hypothèses de croissance élevée, moyenne et basse. Pour les projections structurelles, les experts devaient utiliser les projections préparées par les différentes agences spécialisées, telles que le BIT, l'UNESCO, la FAO.

16. Ces études devaient commencer par un bref compte rendu sur le développement économique passé et futur au cours de la Seconde décennie du développement, en examinant la croissance du revenu national, l'épargne et l'investissement, les changements des structures économique, rurale et traditionnelle, les tendances démographiques qui déterminent et gênent le développement.

17. Sur le plan social, l'étude devait analyser le développement passé, actuel et futur, la situation d'emploi et du chômage, de l'habitat, de la santé publique, de la santé maternelle et infantile, de l'éducation, du mariage et de la structure familiale, des problèmes sociaux et urbains ainsi que d'autres contraintes et des facteurs déterminants résultant des tendances de population.

18. Sur le plan strictement démographique, il fallait considérer la taille de la famille et sa structure, la fécondité, la mortalité, le développement urbain, les migrations internes et internationales et d'autres variables. Ces considérations devaient aider les experts à analyser les plans du développement économique des pays étudiés, examiner les causes possibles du manque de la main-d'oeuvre qualifiée, les difficultés d'infrastructure d'une population croissante et le progrès technologique dans l'agriculture et l'industrie.

19. Cela devait être suivi par une étude séparée sur l'impact de ces projections démographiques sur les besoins d'alimentation, d'emploi, d'éducation, d'habitat, de santé, etc..., selon les différentes hypothèses en faisant dans chaque cas une évaluation des fonds qui auraient été nécessaires. L'effet du développement économique sur le changement social et la croissance de la population devaient être également revus.

20. Depuis le lancement du projet en 1971, les pays suivants ont réalisé des études "macro" : l'Algérie, le Bénin, la République-Unie du Cameroun, l'Egypte, l'Ethiopie, la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Lesotho, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Nigéria, le Sénégal, le Soudan, la République-Unie de Tanzanie, le Togo, la Tunisie et le Zaïre.

21. La seconde série devait consister en une étude de type "micro". Comme défini par la Division de la population, le but en était entre autres, d'examiner l'effet du bien-être social sur les familles nombreuses, l'effet de naissances répétées sur la santé de la mère et des enfants ainsi que l'allaitement maternel, les habitudes de sevrage, la diète et la malnutrition, les possibilités de l'éducation, le revenu par tête, l'habitat et la disponibilité alimentaire pour la famille.

22. Cette série d'études devait également considérer les valeurs attachées et les préférences pour la taille de la famille, l'origine culturelle de telles préférences ainsi que les facteurs qui militent contre un changement pour des familles plus petites.

23. Selon ce programme, la Division de la population a reçu des études entreprises par le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Nigéria, le Sénégal, le Soudan, la Tunisie et le Zaïre. D'après les prévisions de 1971 de la Division de la population, les études "macro" devaient couvrir tous les pays de la région, alors que les études "micro" devaient s'étendre à la moitié de ces derniers. Cependant, la pleine couverture du continent n'est pas encore réalisée et le programme continue.

24. Vu l'importance de l'interrelation entre les facteurs démographiques, économiques et sociaux pour le développement de l'Afrique, la Conférence des ministres de la CEA, à sa troisième réunion, a invité, par la résolution 273(XII) le Secrétaire exécutif à continuer les études sur les relations entre la croissance de la population et le développement économique et social, y compris une étude des programmes de population dans le contexte des autres services essentiels dans des domaines comme le développement communautaire, l'agriculture, le développement rural et urbain.

25. De nombreux experts ont été contactés pour entreprendre ces études, mais seulement peu d'entre eux ont répondu. Par conséquent, la Division de la population s'est vue obligée de contacter d'autres experts disposés à entreprendre les études et soumettre leurs rapports à temps.

26. Les études de cas ont amené à l'organisation de séminaires nationaux sur le thème de la population et de la planification du développement. Trois séminaires de ce type ont été tenus depuis le début du projet. Le premier et le second ont été tenus respectivement à Lomé, Togo, et à Bamako, Mali, en 1975 et le troisième à Maurice en 1977.

27. Durant ces séminaires nationaux, des experts nationaux des différentes disciplines économiques et sociales et leurs homologues des différents organes des Nations Unies, ont échangé leurs points de vue sur les problèmes de l'économie et de la population du pays où se déroulait le séminaire.

28. L'Ordre du jour de ces séminaires était axé sur:

- Les tendances dans la croissance de la population et de l'économie du pays hôte et en Afrique;
- Les problèmes de l'économie et de la population du pays hôte et de l'Afrique;
- Les changements de population;
- Les facteurs démographiques affectant les plans nationaux de développement socio-économiques;
- Les problèmes d'éducation, de santé et d'habitat dans le pays hôte et en Afrique, et
- Problèmes de travail dans le pays hôte et en Afrique.

C. Activités de Service d'information et de documentation

29. Durant la période 1975-78, la Division a continué la publication d' "Informations sur la population en Afrique" sur une base trimestrielle et "la Série d'études de population en Afrique" occasionnellement. Le numéro 2 de cette série, contenant le "rapport du séminaire sur les techniques d'évaluation des données démographiques de base" et quelques articles présentés à ce séminaire, a été publié. Le troisième numéro de la série a été présenté à l'impression et devra paraître au courant de 1979. Cette édition contient deux études préparées par la Division dans le cadre de son programme de travail sur les "schémas des niveaux et différences de fécondité en Afrique et leurs implications pour le développement économique et social" et "fécondité, éducation et croissance de la population en Afrique".

30. Le répertoire des démographes africains qui était en préparation depuis le dernier trimestre de 1975 a finalement été publié en 1978. Nous avons également commencé à collecter l'information pour la mise à jour de cette publication. La troisième édition du Guide démographique pour l'Afrique a été publiée en 1975, alors que la quatrième édition actuellement en préparation est prévue pour 1979.

31. Selon la recommandation de la 2ème session de cette Conférence, un autre projet de manuel des Concepts et définitions démographiques adaptés à l'Afrique a été achevé et envoyé aux offices de statistique pour commentaires. Ces commentaires ont été reçus et le travail continue pour la version finale du document qui sera complété et publié en 1979. Cette Conférence peut décider si le projet de version finale doit être envoyé aux participants pour commentaires avant la publication. Une autre manière de traiter la question serait d'organiser une réunion d'experts pour examiner le projet avant sa mise au point finale et sa publication.

32. Pour la première fois, nous envisageons de publier dans notre programme de publications quelques études de cas des pays sur la relation entre la population et le développement socio-économique préparées par des consultants pour la CEA. La première concerne le Kenya et sera publiée en 1979. Un consultant a également été recruté pour revoir certaines études préparées pour la publication. Ce projet continuera comme moyen d'aider les hommes politiques et les planificateurs à comprendre les questions traitées dans les études de cas.

33. Le secrétariat a également continué ses activités d'information en obtenant divers documents, soit gratuitement, soit par achat en vue de leurs distributions dans la région. Dans l'ensemble, la CEA a l'intention de développer considérablement son service d'informations au cours des années 80, si les fonds sont disponibles. Des indications portent à penser que le FNUAP pourrait donner une aide additionnelle, dans le but d'accroître la prise de conscience sur les questions de population dans la région et leurs implications pour le développement socio-économique. Pour un début, un consultant a déjà donné des lignes directrices pour l'organisation d'un centre de documentation de la population dans la Division et fait des recommandations sur la manière dont le travail peut être amélioré.

D. Services des Conseillers

34. Au cours de la période sous revue, un certain nombre de pays ont été assistés dans l'analyse de données démographiques issues de recensements ou enquêtes. Parmi eux figurent le Rwanda et le Zaïre pour l'analyse des données d'enquêtes et le Congo pour l'analyse des données sur la mortalité à partir du dernier recensement. On doit également mentionner l'assistance donnée à Maurice pour l'analyse en cours des données de fécondité à partir du recensement de 1972, et l'assistance à la Libye pour l'analyse du recensement de 1973. Des monographies doivent être achevées sous l'effort conjoint de l'Office de statistiques de Libye, de l'Institut régional pour les études de population à Accra, et la CEA.

35. On doit également mentionner, pour l'exécution de trois projets de grande dimension, l'assistance donnée par les fonctionnaires de la Division. Il s'agit de :

- (i) l'assistance donnée à l'Empire centrafricain pour l'étude de l'exode rural dans ce pays. Cela a impliqué une enquête de terrain planifiée, conduite et traitée sous la direction d'un conseiller régional de la Division. Un rapport final de l'enquête a été préparé pour le Gouvernement en 1975;
- (ii) un autre conseiller régional de la Division a assisté le Mali pour l'organisation de son recensement le plus récent en 1976. Comme mesure exceptionnelle, le conseiller régional a servi d'expert pour la préparation et l'organisation du recensement. Cela a été rendu nécessaire compte tenu de la difficulté rencontrée par les Nations Unies pour le recrutement d'un expert pour organiser le recensement;
- (iii) le personnel de la Division de la population en collaboration avec la Division de la statistique de la CEA et l'Institut régional pour les études de population (RIPS) Accra, ont assisté le Gouvernement du Nigéria pour la conduite d'enquêtes de terrain qui doivent fournir des données pour la planification de la nouvelle capitale du pays. Cinq enquêtes de terrain différentes ont été réalisées. Les données obtenues de ces enquêtes doivent être analysées en 1979 après la fin du traitement des données. Il est important de noter que le coût du projet, y compris celui de l'assistance donnée par le personnel de la CEA a été entièrement financé par le Gouvernement nigérian. C'est la première fois que le personnel de la Division a été impliqué directement dans l'exécution d'un projet de terrain aussi grande envergure.

36. De plus, l'assistance a été fournie au Zaïre, Libéria, Togo, Mali, Côte d'Ivoire, Maurice, et Sénégal pour le développement de divers projets à financer par le FNUAP.

37. Pour l'avenir, on s'attend à ce que le service de conseils régionaux soit considérablement étendu pour assister les pays dans l'analyse détaillée de leurs données de recensement et pour les aider dans d'autres aspects du travail de population, surtout l'intégration de politiques de population dans la planification du développement socio-économique. On a suggéré que les conseillers régionaux doivent être basés dans des bureaux sous-régionaux, aux Centres multinationaux de programmation et d'opérations. Comme membres de ces équipes les conseillers seront plus près des pays qu'ils doivent servir. On doit s'attendre à ce que cette approche rende leurs services plus accessibles et efficaces.

E. Réunions, séminaires et conférences

38. De janvier 1975 à janvier 1979, les fonctionnaires de la Division de la population ont organisé et participé à un certain nombre de conférences et de séminaires importants. Dans la plupart d'entre eux la Division a préparé et présenté des communications. Les réunions concernées sont citées plus bas, selon les organisateurs. Cette liste est suivie par celle des communications présentées par la Division.

39. (a) Réunions organisées par ou conjointement avec la CEA

- (i) Consultation régionale consécutive à la Conférence mondiale de la population, Lusaka, 16-22 avril 1975.
- (ii) Réunion d'experts sur le rôle des moyens de communication et des services d'information dans le programme de développement orienté sur la population (CEA/OUA/UNESCO), 16-23 janvier 1979.

(b) Réunions organisées par les agences, institutions et établissements autres que la CEA.

- (i) Dix-huitième session de la Commission de la population. New York. 3-17 février 1975.
- (ii) Comité inter-agences de coordination sur les projections démographiques, Genève, 12-16 mai 1975.
- (iii) Séminaire tripartite sur le travail et les politiques de population avec référence au problème de la femme et de la jeunesse, Mombasa, 5-12 mai 1975 (BIT).
- (iv) Comité administratif de coordination sur la population, Genève, 16-18 juin, 1975.
- (v) Conférence sur la migration et l'état civil, 5-12 juillet 1975 (OCAM).
- (vi) Séminaire sur les implications de la croissance rapide de la population sur le développement économique et social, Livingstone, Zambie, 22-29 novembre 1975 (BIT).
- (vii) Douzième session du Comité administratif de coordination sur la population, Rome, décembre 1975.
- (viii) Dix-neuvième session de la Commission de la population, New York, janvier-février 1977.
- (ix) Séminaire national sur les méthodes de projections de scolaires, Brazzaville, 15-29 mars 1976 (UNESCO).
- (x) Séminaire national sur la population et la scolarisation, Lomé, 2-11 août 1976 (UNESCO).
- (xi) Séminaire sur l'analyse et l'utilisation des données démographiques pour la planification nationale, la formulation des politiques et l'exécution des plans, Accra, 20-30 mars 1976. (Institut régional pour les études de la population).
- (xii) Séminaire sur l'amélioration de l'état civil, Lomé, 25 février-3 mars 1976 (OCAM).
- (xiii) Réunion des coordinateurs sur population et éducation en Afrique, Nairobi, 18-25 avril 1976 (UNESCO).
- (xiv) Groupe de travail inter-agences sur les projections démographiques, Amman, mai 1976.

- (xv) Atelier national sur la participation du secteur organisé dans le programme du bien-être national en Tanzanie, Dar-es-Salam, 14-16 décembre 1976 (BIT).
- (xvi) Séminaire sur la population et les moyens de subsistance, Maurice, mai 1977 (Alliance internationale des femmes).
- (xvii) Séminaire sur les savants arabes et séminaire sur le recensement des Palestiniens, Damas, juin 1977 (Commission économique pour Asie de l'ouest).
- (xix) Séminaire sur la population, l'emploi et la planification du développement, Nairobi, 7-12 novembre 1977 (OUA/BIT).
- (xx) Quatrième réunion des collaborateurs des projets: enquête ad hoc sur la mortalité infantile et les schémas de fécondité, Alexandrie, 31 octobre - 4 novembre, 1977 (OMS).
- (xxi) Séminaire sur les questions de population dans la planification de la métropole de Lagos, Lagos, novembre 1977 (Université de Lagos).
- (xxii) Séminaire national sur le rôle de la population, et le développement économique et social, Maurice, 14-21 novembre 1977 (BIT).
- (xxiii) Séminaire sur la population et le développement dans les pays du Maghreb, Tunis, 28 novembre - 7 décembre 1977. (Centre démographique ONU, Roumanie).
- (xxv) Groupe de travail des Nations Unies sur l'analyse comparative des données de l'enquête de fécondité, Genève, décembre 1977.
- (xxvi) Comité consultatif inter-agences du FNUAP, Genève, mars 1978.
- (xxvii) Sous-comité administratif de coordination sur la population, Genève, mars 1978.
- (xxviii) Troisième colloque des démographes du Maghreb, Tunis, 24-30 avril 1978.
- (xxix) Séminaire sur la population et le développement économique et social en Afrique, Addis-Abéba, 22-27 mai 1978. (Association de l'Enseignement du travail social en Afrique).
- (xxx) Séminaire sur le développement et le programme d'enseignement du bien-être familial en Afrique, Lusaka, 18-23 septembre 1978. (IPPF et l'Association de l'Enseignement Social en Afrique).
- (xxxi) Premier symposium sur la croissance de la population et sa relation avec le développement social, économique et technologique
- (xxxii) Seconde réunion du groupe de travail des Nations Unies sur l'analyse comparative des données de l'enquête mondiale de fécondité, Genève, 31 octobre - 2 novembre 1978.
- (xxxiii) Réunion inter-agences sur la stratégie du FNUAP pour le Programme africain inter-pays en Afrique au sud du Sahara, Nairobi, 13-16 février 1979.

(xxxiv) Vingtième session de la Commission de la population, New York, 29 janvier - 6 février 1979.

41. (c) Communications de la Division de la population présentées aux réunions, séminaires et conférences (1975-1978)

Dans cette présentation, les numéros entre parenthèses suivant la liste et la numérotation ci-dessus, renvoient à la réunion, séminaire ou conférence où cette communication était présentée.

- (i) Propositions pour un Programme d'action en matière de population pour l'Afrique à la suite des recommandations de la Conférence mondiale de la population de 1974 (a.i)
- (ii) Politiques de population en Afrique (a.ii)
- (iii) Croissance de la population et développement socio-économique en Afrique (b.iii)
- (iv) Quelques idées sur les aspects démographiques de la planification démographique en Afrique (b.xi)
- (v) Problèmes de population et planification de développement avec une référence spéciale à la politique nationale de population (b.xv)
- (vi) Quelques expériences récentes sur la collecte des données de mortalité en Afrique (communication écrite en collaboration avec la Division de statistiques) (b.xx)
- (vii) Configurations démographiques des pays moins développés (b.xxi)
- (viii) Facteurs influant sur les changements de fécondité à Maurice (b.xxii)
- (ix) Population et développement économique au Maghreb (b.xxiii)
- (x) Evaluation, ajustement et analyse des données sur la migration (b.xxiv)
- (xi) Population en Afrique et programme d'éducation sociale (b.xxviii)
- (xii) Faits et politiques de population en Afrique (b.xxix)
- (xiii) Population et planification du développement (b.xxxi)
- (xiv) Revue des objectifs de la planification du développement en Afrique en relation avec l'analyse comparative des Nations Unies des données de l'enquête mondiales de fécondité (b.xxxii)
- (xv) Vues de la CEA sur la stratégie pour les activités inter-pays dans les domaines de la population durant la période 1980-1983 (b.xxxiii).

F. Formation et programmes de recherche

42. La Division de la population de la CEA a consenti un effort pour répondre aux besoins de formation de la région dans les études de population. Au cours de la période sous revue, le progrès réalisé par les centres de formation régionaux parrainés par les Nations Unies, surtout en termes d'accroissement des effectifs, souligne le haut niveau d'intérêt manifesté par les pays de la région. Ainsi les instituts postgradués situés au Caire (Egypte), Accra (Ghana) et Yaoundé (Cameroun) ont continué à assurer l'activité de formation sur une base multinationale. D'autres formes d'activités de formation organisées aux niveaux sous-régional ou national ont également été déployées.

(a) Programmes de formation multinationaux

43. Le Centre démographique du Caire (CDC) a été établi par un accord signé entre les Nations Unies et République arabe d'Egypte le 8 février 1963 pour servir les pays intéressés d'Afrique aussi bien que les pays d'expression arabe hors d'Afrique. Au moment de son établissement, le Centre avait un caractère régional, sous la supervision de la CEA. Bien plus tard, après 1968, il devint un projet interrégional et ainsi la responsabilité première de son fonctionnement fut transférée au siège des Nations Unies à New York. En dépit de cela, la CEA continue à suivre son activité et à participer au Comité consultatif et à d'autres réunions scientifiques du Centre. Trois cours de base sont offerts par le Centre, conduisant respectivement au diplôme général de démographie, au diplôme spécial de démographie et à la maîtrise en philosophie (M.Phil). Ces cours sont donnés, en plus de divers programmes de recherche entrepris par le personnel et les étudiants.

44. L'Institut régional pour les études de population (RIPS), Accra, Ghana a été créé par la résolution 230 (X) de la CEA qui invitait le Secrétaire exécutif à accélérer l'établissement de centres sous-régionaux de formation de démographes en Afrique. Auparavant, la CEA avait déjà entrepris tout le travail préliminaire pour la mise en place de l'Institut. Suivant cette résolution, un accord a été signé entre les Nations Unies et le gouvernement du Ghana le 4 décembre 1971. L'Institut, établi pour servir les pays africains d'expression anglaise commença à fonctionner le 8 février 1972. Depuis lors, la CEA, en collaboration avec la Division de la population des Nations Unies et l'Office de la coopération technique à New York participe activement aux réunions du Conseil d'administration et du Comité consultatif, et gère les fonds pour les consultants de l'Institut: elle participe également aux séminaires organisés par l'Institut et contribue au programme d'enseignement de l'Institut.

45. En plus de la recherche entreprise par le personnel et les étudiants de l'Institut, deux cours de formation de base sont offerts. Le premier de 12 mois conduit au diplôme postgradué en études de population de l'Université du Ghana, et le second d'une maîtrise (Master of Arts) en études de population de l'Université du Ghana, et dure au moins 9 mois. Les personnes admises au second cours ont obtenu le diplôme postgradué de l'Université du Ghana ou son équivalent d'autres institutions de formation supérieure.

46. L'Institut de formation et de recherche démographique (IFORD) a également été institué par la résolution 230 (X) de la CEA. Il a été établi par un accord entre les Nations Unies et le Gouvernement du Cameroun en novembre 1971 pour servir les pays africains d'expression française. Comme pour l'Institut d'Accra, au Ghana, la CEA a entrepris le travail préliminaire de mise en place de l'Institut qui a démarré en novembre 1972. Le programme de formation qui, à l'origine, devait comprendre 3 années a récemment été réduit à deux, suivant une décision du Conseil d'administration et du Comité consultatif. La CEA suit le progrès de l'Institut, participe aux réunions du Conseil d'administration et du Comité consultatif et prend part aux séminaires et aux programmes d'enseignement.

47. De l'aperçu précédent, il apparaît clairement que trois instituts régionaux ont des objectifs et des activités communs, qui peuvent être résumés par la formation et la recherche en démographie et dans des domaines liés pour les pays concernés de la région; l'exécution de la recherche démographique et la publication des résultats ont nécessité la mise à la disposition de services consultatifs ou d'information dans les domaines démographiques et les domaines liés aux pays desservis par les instituts et, lorsque possible, la mise en place de cours ad hoc, la formation sur le tas et des cours spéciaux pour des participants venus des pays desservis par les instituts et le centre.

48. En gérant les instituts, les Nations Unies et les gouvernements des pays hôtes ont partagé les responsabilités. A quelques différences mineures près, les Nations Unies ont la responsabilité pour mettre à la disposition les services des directeurs des instituts, les services du personnel enseignant à plein temps et des consultants de court terme, l'octroi de bourses annuelles pour les étudiants des pays participants, le paiement des frais et dépenses pour le travail de recherche sur le terrain dans les pays servis par les instituts, la mise à la disposition de livres, périodiques, journaux, matériel didactique et appareillage technique pour les étudiants et les bibliothèques des instituts, le coût du voyage, dans la région, du directeur et d'autres experts attachés aux instituts en relation avec leur programme de travail de recherche et le coût du voyage pour les membres du Conseil d'administration et du Comité consultatif lorsqu'ils se rencontrent pour discuter des questions administratives, pédagogiques et du bien-être des instituts.

49. Généralement, chacun des gouvernements hôtes (Cameroun, Ghana, Egypte) met à la disposition, aussi à quelques différences mineures près, les services du personnel d'enseignement à plein temps et de chercheurs, des services à temps partiel d'enseignants venant d'autres institutions du pays, le personnel nécessaire technique administratif et de bureau, les locaux, les mobiliers, les bureaux, le téléphone, les services télégraphiques et postaux lorsque requis pour le bon fonctionnement et l'administration des instituts, le logement pour les experts des Nations Unies, le transport du personnel et des étudiants à l'intérieur du pays, en relation avec les besoins d'enseignement des instituts, les visites médicales, le logement et le transport pour les officiels des Nations Unies assignés aux instituts, le salaire mensuel, le voyage et d'autres allocations pour les nationaux de leur pays recrutés comme stagiaires chercheurs et assistants à l'institut.

50. Pour l'application effective et l'administration de leur programme, les trois instituts ont chacun un conseil d'administration et un comité consultatif. La participation à ces conseils sont clairement définis dans les accords établissant les instituts. Fondamentalement, le Conseil d'administration qui doit se réunir au moins une fois par an est entièrement responsable pour l'établissement et l'évaluation des programmes de recherche, de formation et de services consultatifs des instituts et des conditions liées à leur propre fonctionnement. Une partie de cette responsabilité comprend l'approbation du règlement intérieur des instituts. Sont également membres du Conseil, les Nations Unies et les gouvernements hôtes. Dans le cas des instituts du Ghana et Cameroun, il comprend huit membres, quatre représentant les Nations Unies et quatre le Gouvernement hôte. Dans le cas du Caire, il comprend six membres, trois désignés par le Gouvernement et trois par les Nations Unies. Dans les trois centres, les gouvernements hôtes désignent le Président du conseil. Le Comité consultatif sert d'organe consultatif pour l'évaluation du programme des instituts. Il revoit les programmes de formation et de recherche et fait de recommandation au Conseil d'administration dans le sens des intérêts des pays servis par les instituts.

51. Les instituts ont chacun fait réellement des progrès significatifs depuis qu'ils sont devenus opérationnels. Jusqu'à 1976 les pays africains suivants, parmi d'autres, ont envoyé des stagiaires au Centre démographique du Caire : Algérie (10), Botswana (1), Egypte (171), Ethiopie (4), Ghana (9), Kenya (3), Lesotho (2), Libéria (8), Libye (15), Maroc (10), Nigéria (19), Sierra Leone (5), Zambie (2) et ANC (Afrique du Sud) (1). Ainsi de 1963-76, le nombre de stagiaires africains de différents niveaux du Centre a été de 338 sur 481, soit 70,3 % des bourses. 8/

52. Du début jusqu'à la fin de l'année académique 1977, six promotions pour le diplôme postgradué et cinq pour la maîtrise sont entrées à L'Institut régional d'études de population à Accra. Sur 104 étudiants, qui ont suivi les cours du diplôme, 92 exactement ont réussi. 9/ Un rapport récent indique que depuis la création de l'Institut, 41 étudiants ont été admis au programme de maîtrise. Parmi eux, 24 ont suivi complètement le cours; 2 parmi ceux-ci ont leur thèse en chantier alors que les 22 autres l'ont achevée avec succès. Sur les 17 thèses qui n'ont pas été achevées l'une est celle d'un étudiant de la promotion de 1975 alors que 2 sont de celle de 1976. Les trois étudiants ont cependant soumis la première rédaction de leur thèse. Dix parmi les étudiants restants sont de la promotion de 1977 et l'on s'attend à ce que neuf parmi eux vont terminer complètement leur travail. Les quatre autres étudiants viennent juste de commencer leur travail en 1978. Ainsi l'on s'attend à ce qu'au début 1979, sur les 41 étudiants admis au cours, 37 l'aient achevé avec succès. 10/ Il est significatif que les

8/ S.A. Huzayyi, Activités du Centre démographique du Caire, 1973-1976

9/ Institut régional pour l'étude de la population, Liste des étudiants admis à l'Institut, Titre des articles de recherche et résultats des séminaires.

10/ Institut régional pour l'étude de la population, Rapport annuel du directeur sur le travail de l'Institut pour la période de juillet 1977 à juin 1978, RIPS/GC-7/7

étudiants admis à l'Institut d'Accra en 1978 viennent de 18 pays africains d'expression anglaise, à savoir : Azanie, Cameroun, Ethiopie, Gambie, Ghana, Nigéria, Kenya, Lesotho, Libéria, Libye, Maurice, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Ouganda et Zambie. En dehors de l'Afrique, un étudiant est venu de Papua Nouvelle Guinée. Parmi les 41 étudiants de maîtrise, 3 sont venus de Ghana, 9 d'Ethiopie, 3 de Nigéria, 8 de Sierra Leone, 4 du Soudan, 1 du Libéria, 1 du Kenya, 6 de l'Ouganda et de 1 de la Zambie.

53. A l'Institut de Yaoundé, le premier groupe de 9 étudiants a été admis en 1972 et parmi eux 7 ont réussi à entrer en seconde année 1973-74. Six seulement parmi eux sont revenus pour la seconde année (1 du Bénin, 3 du Mali et 2 du Cameroun). En 1974-1975 le premier groupe des 6 étudiants de troisième année a obtenu le "Diplôme de démographie approfondie". Au cours de la même année 1974-1975 il y avait cinq étudiants dans la deuxième année et 20 dans la première année. A la fin de l'année académique 19 sur 20 étudiants ont été promus dans la seconde année. Au cours de l'année 1975-76, il y avait trois étudiants en troisième année, 19 en seconde année et 15 en première année. Sur les 22 pays desservis par l'IFORD, ceux qui ont jusqu'à maintenant envoyé des étudiants sont l'Algérie, le Bénin, le Cameroun, le Congo, le Gabon, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Sénégal, la Haute Volta, le Togo et le Zaïre. 11/

54. En plus des programmes de formation relativement réussis, les trois instituts ont également conduit des activités de recherche réussies, spécialement celle qui sont liées avec la formation des étudiants. Le gros du travail de recherche entrepris jusqu'à maintenant a utilisé principalement les données primaires dérivées des sources secondaires. Peu d'enquêtes à petite échelle ont été entreprises pour fournir du matériel de recherche additionnel pour les thèses et dissertations des étudiants. Les instituts ont aussi assisté quelques pays servis par eux pour la collecte de l'analyse démographique par le service de leurs experts enseignants et chercheurs. Un nombre important de publications telles que la Série des monographies de recherche du Centre démographique du Caire ont également été mis à la disposition pour l'usage public. Le Centre du Caire a également traduit un nombre important de manuels démographiques en arabe pour l'usage des pays d'expression arabe qu'il dessert. Le Centre régional pour les études de population d'Accra publie maintenant le bulletin de démographie africaine qui était auparavant sous la responsabilité conjointe de l>IDP, INED, INSEE, MINCOOP et ORSTOM.

55. Comme indiqué dans l'introduction de ce rapport d'activités, il a été demandé à plusieurs réunions de la CEA aux centres démographiques d'organiser de temps en temps des cours ad hoc sur la population et sa relation avec le développement économique et social. Ce type de cours qui forme une partie du programme académique des centres n'a malheureusement pas reçu une attention suffisante. Parmi les obstacles pour l'organisation de ces cours figure l'encadrement insuffisant et les ressources rares qui doivent être augmentées pour répondre dans une grande mesure à ce besoin longtemps négligé.

56. Les trois instituts sont multi-nationaux, surtout en termes d'utilisation des facilités d'enseignement donné. À part le support bilatéral donné par le Gouvernement hôte et les Nations Unies, aucun des pays bénéficiant des projets ne contribue matériellement à leur fonctionnement surtout en vue d'un possible retrait ou d'une réduction de la contribution des Nations Unies aux instituts. Si cette situation est envisagée, dans un avenir pas trop éloigné, tous les pays intéressés de la région bénéficiant des facilités des projets devraient contribuer spécialement au financement et à la gestion des instituts. En fait, le Conseil d'administration de l'Institut régional des études de population, Accra, a décidé qu'une action appropriée soit entreprise pour contacter les gouvernements concernés à cet égard.

(b) Autres activités de formation et de recherche

57. En plus des activités de formation liées aux centres régionaux multi-nationaux, d'autres programmes sous-régionaux ou nationaux ont été mis en opération dans la région et ont contribué de façon significative à l'avancement du savoir démographique dans la région. La liste de tels centres est longue à établir. Seuls quelques uns seront mentionnés ici.

58. L'Institut de recherche statistique, social et économique de l'Université du Ghana, qui dispense maintenant le cours de statistique de niveau moyen, anciennement basé à Achimota et parrainé par les Nations Unies, a introduit la démographie dans son programme d'enseignement. L'unité démographique de l'Université de Dar-es-Salam offre des cours gradués et post-gradués à des étudiants des disciplines voisines. De même, le Centre est-africain d'enseignement statistique de niveau moyen, logé à l'Université, offre un enseignement de démographie. Un centre d'études de population a été créé à l'Université de Nairobi; auparavant, l'Université enseignait la démographie aux niveaux gradué et postgradué. À l'Université d'Addis-Abéba, la démographie fait partie du programme d'enseignement statistique. De façon semblable, les cours de démographie existaient aux universités d'Oran et d'Alger. Des centres d'enseignement de niveau supérieur et/ou moyen à Rabat, Abidjan, Yaoundé, Tunis, Alger et Dakar donnent des cours de démographie. Les unités démographiques parrainées par les Nations Unies ont fonctionné dans les universités nationales au Libéria et au Sierra Leone. Les universités du Nigéria qui entreprennent l'enseignement et la recherche en démographie comprennent l'université Ahmadu Bello, celle d'Ibandan, celle de Ife, celle de Lagos, l'University du Nigéria, celle du Bénin et celle de Port Harcourt. Finalement, l'enseignement de la démographie dans les écoles médicales en Afrique a été en augmentation. Cela concorde avec le fait selon lequel les cours de médecine deviennent de plus en plus orientés vers la communauté.

59. En dehors des programmes d'éducation formelle, la plupart des offices nationaux des statistiques ont des sections démographiques qui entreprennent divers types d'enquêtes démographiques, recherche, analyses et évaluations. La contribution de ces offices dans le renforcement de la formation et de l'expérience acquise par le personnel dans les institutions formelles d'enseignement ne peut être sous-estimée.

60. Comme partie de son programme de travail, la Division de la population a continué à assister l'enseignement de la démographie au Centre est-africain d'enseignement statistique à Dar-es-Salam. Chaque année depuis 1966, un fonctionnaire de la Division a visité le Centre pour des conférences de démographie à des études de niveau moyen et intermédiaire. En Ethiopie, des conférences ont aussi été données chaque année entre 1974 et 1977, à des infirmières et des fonctionnaires de santé publique prenant part à des cours spéciaux organisés par l'Association éthiopienne de la famille.

61. La réduction des fonds a empêché la Division de la population d'organiser des séminaires de formation, comme envisagé dans son programme d'activité. En particulier les cours sur les méthodes et techniques d'analyse démographique qui auraient été utiles à l'exercice actuel d'analyse et d'évaluation des recensements dans les pays de la région ont dû être reportés. On s'attend maintenant à ce qu'un de ces cours sur l'analyse de la fécondité et de la mortalité soit organisé en collaboration avec les instituts régionaux des Nations Unies en 1979.

(c) Coordination et intégration des activités régionales de formation à la CEA.

62. L'amélioration de l'efficacité des centres régionaux d'enseignement dans leur administration quotidienne mérite une sérieuse considération. Au coeur des problèmes vécus dans le passé, figure la division des responsabilités sur les centres entre les différents services des Nations Unies. Récemment on a considéré comme important que les centres comme les projets régionaux soient pleinement intégrés à la CEA. Plutôt que de partager les responsabilités de manière disproportionnée, comme à présent, il est recommandé que la Commission devra prendre en charge presque tout. On s'attend à ce que le travail et le programme des centres soient en relation de façon plus significative avec l'ensemble du travail régional et les priorités de la Commission tels qu'approuvés par les réunions bis-annuelles de la Conférence des ministres. Cela permettra également une meilleure coordination de la gestion à tous les niveaux et réduira considérablement les délais dans la prise de décisions et dans l'exécution des politiques.

63. Le besoin d'intégrer les centres régionaux à la CEA s'accorde pleinement avec la pensée de l'Assemblée générale et de l'ECOSOC sur la restructuration des secteurs économiques et sociaux du système des Nations Unies. La résolution 32/197 adoptée par l'Assemblée générale indique clairement que les commissions régionales devraient pouvoir jouer pleinement leurs rôles sous l'autorité de l'Assemblée générale ^{12/} et qu'elles devraient exercer la direction collégiale et la responsabilité pour la coordination et la coopération au niveau régional. ^{13/} La résolution demande plus loin qu'une coopération plus étroite soit établie avec le PNUD et que les arrangements appropriés soient faits pour permettre aux commissions régionales de participer

^{12/} Résolution de l'Assemblée générale 32/97. Restructuration du secteur économique et social des systèmes des Nations Unies, A/RES/32/197, para. 19

^{13/} Ibid, para. 20

activement dans les activités opérationnelles.^{14/} Elle a également demandé que l'Assemblée générale et l'ECOSOC devraient prendre des mesures pour permettre aux commissions régionales de fonctionner rapidement comme agences d'exécution pour les projets interrégionaux, sous-régionaux, régionaux et internationaux.^{15/}

64. Les vues exprimées dans la résolution ci-dessus de l'Assemblée générale sont également contenues dans la résolution 1978/74 de l'ECOSOC sur la coopération régionale et le développement. Cette résolution établit la conviction selon laquelle les commissions régionales sont dans une position particulièrement avantageuse pour promouvoir la coopération sous-régionale, régionale et interrégionale dans leurs régions respectives. Ainsi les commissions devraient recevoir l'autorité nécessaires et le support budgétaire et financier adéquat pour promouvoir une coopération plus effective à tous les niveaux, en accord avec les paragraphes 24 et 25 de l'Annexe 32/197 de l'Assemblée générale.^{16/}

65. Pour rendre effectives ces résolutions, des discussions se sont déroulées entre la CEA et le Siège des Nations Unies sur la décentralisation des projets régionaux à la CEA y compris RIPS et IFORD. Ces discussions ont finalement conduit à la décision de décentraliser les deux instituts à la CEA, avec effet à partir de janvier 1980. Cela va impliquer alors la principale organisation responsable pour l'exécution des programmes des instituts. On doit cependant souligner que la coopération qui a toujours existé entre la CEA et le Siège des Nations Unies dans la gestion des opérations des instituts continuera.

G. Suivi des tendances et politiques de population

66. Le paragraphe 107 du Plan d'action mondial en matière de population demandait que les tendances et les politiques de la population mondiale soient revues continuellement comme une activité spécialisée des Nations Unies et revues tous les deux ans par les services appropriés du système des Nations Unies en commençant en 1977. En accord avec cette recommandation, le Conseil économique et social dans sa décision 87 (LVIII) du 6 mai 1975 demandait à la Commission de la population d'examiner sur une base biennale les résultats du processus continu du suivi du Plan d'action mondial en matière de population et de présenter ses observations à l'attention du Conseil.

67. La Commission de la population a alors entrepris son premier examen du premier exercice de suivi par les Nations Unies à sa 19^{ème} session, tenue à New York en janvier 1977. L'exercice était entrepris par les organisations du système des Nations Unies, y compris les Commissions régionales. La Division de la population de la CEA a contribué par une section au rapport sur les conditions et tendance dans la région africaine.

^{15/} Idem.

^{16/} Résolution de l'ECOSOC 1978/74, Coopération et développement régional, E/RES/1978/74, paras. 1-6.

68. Deux rapports principaux ont été présentés à la Commission de la population : "Rapport concis sur le suivi des tendances de la population" et "Rapport concis sur le suivi des tendances des politiques". Le dernier était basé sur la réponse à la troisième enquête auprès des gouvernements, déclarations faites pendant la consultation régionale consécutive à la Conférence mondiale de la population, plans nationaux de développement et d'autres sources officielles.

69. Le rapport sur les tendances a couvert la croissance de la population, la mortalité, la fécondité, la migration, la distribution de la population et l'urbanisation, les aspects de la structure de la population y compris l'âge et le sexe, les groupes économiques et sociaux particuliers, la force de travail, la dépendance, la population agricole et la force de travail agricole. Le rapport comprend également des chapitres sur des aspects plus larges de la population et du développement, à savoir : la relation entre la population et l'emploi, l'éducation et les variables démographiques et la relation entre la population et l'alimentation. En préparant le rapport sur les politiques, le secrétariat a pu pour la première fois mettre à la disposition une analyse détaillée des perceptions et des politiques gouvernementales sur les variables de la population dans les 156 Etats membres des Nations Unies ou des Agences, spécialement en utilisant le matériel cité ci-dessus. Le rapport sur les politiques relatant la croissance de la population, la mortalité, la fécondité, la distribution spatiale et la migration discute les principaux changements qui sont intervenus dans ces perceptions politiques, depuis la Conférence de Bucharest.

70. En commentant les rapports, plusieurs représentants de la Commission ont demandé qu'une analyse détaillée et plus à jour des changements démographiques rapides qui sont intervenus au cours des années récentes, en particulier dans la fécondité et la migration internationale, étaient nécessaires pour la compréhension de la nouvelle situation. Il a été recommandé que les rapports futurs devraient inclure une analyse plus détaillée de la relation entre la population et le développement et d'autres sujets importants, tels que les droits de l'homme, l'intégration de la femme dans le développement et l'exode des cerveaux.

71. L'exercice suivant aura lieu en 1979 et la CEA fera une contribution comme pour le dernier. Quelques Etats membres de la Commission ont déjà contribué par leurs réponses à la quatrième enquête sur la population et le développement.

H. Revue et évaluation du Plan d'action mondial en matière de population

72. Comme recommandé dans le Plan d'action mondial en matière de population cet exercice doit être entrepris une fois tous les cinq ans. Le premier est donc pour 1979. Pour obtenir une partie de données pertinentes comme pour le premier exercice, la Commission de la population, a décidé à sa 19ème session qu'une quatrième enquête sur la population et le développement soit entreprise par les Nations Unies. La Commission s'est également accordée sur un calendrier pour l'ensemble de l'exercice.

73. Un questionnaire pour l'enquête, qui a été préparée en collaboration avec la CEA, a déjà été envoyé aux gouvernements et les réponses continuent d'être reçues. La CEA entreprend déjà une analyse détaillée des questionnaires reçus jusqu'ici et elle doit la publier pour donner une vision claire des développements qui se déroulent dans la région.

74. La CEA a également donné son point de vue sur ses activités au regard des recommandations du plan mondial d'action en matière de population et sur les parties du plan qui demandent à être amendées ou renforcées. En tant que membre du sous-comité administratif de coordination de la population qui est un corps inter-agences en charge de la revue et de l'évaluation, la Commission a pleinement participé dans l'ensemble de l'exercice.

I. Coordination inter-agence et collaboration avec d'autres organisations intéressées dans les programmes de population en Afrique

75. Le besoin de coordination et de collaboration entre toutes les organisations pour l'exécution de projets de population dans la région a souvent été souligné lors des différentes réunions et conférences. Dans le passé, la CEA, formellement, a tenté d'assurer la coordination et la collaboration par l'organisation des réunions annuelles de toutes les organisations des Nations Unies et hors des Nations Unies intéressées dans le travail de population en Afrique. Ces réunions ont commencé en 1971 et ont continué jusqu'en 1974. Les délibérations à ces réunions annuelles et les consultations fréquentes à un niveau substantiel ont souvent conduit à l'identification de projets communs. Depuis 1974, cependant, il n'a pas été possible d'organiser les réunions à cause du manque de ressources. Mais le FNUAP a accepté de mettre des fonds à la disposition et la cinquième réunion de la série est prévue pour avril 1969.

76. La situation n'a pas pourtant empêché la coordination, spécialement parmi le système des organisations des Nations Unies. Ainsi la CEA a collaboré avec la Division de la population des Nations Unies à New York et le FNUAP pour l'organisation de la consultation régionale consécutive à la Conférence mondiale de la population à Lusaka en 1975, à laquelle les autres organisations des Nations Unies ont contribué de façon significative dans leur domaine respectif des compétences. La Division de la population de la CEA a également collaboré avec les organisations des Nations Unies pour l'exécution des projets spécifiques. Comme déjà indiqué dans la section E de ce document, la CEA a préparé des communications et a participé à un certain nombre de séminaires et réunions organisés par les différentes agences des Nations Unies.

77. La collaboration entre la CEA et les instituts régionaux pour les études de population a également continué au cours de la période. La CEA a également collaboré étroitement avec la Division de la population des Nations Unies à New York pour soutenir les activités des instituts.

78. Au niveau global, la CEA a continué à prendre une part active dans les activités du sous-comité administratif de coordination de la population et spécialement son groupe sur les projections inter-agences. Parmi les activités entreprises durant la période, il suivit des tendances de population et les revues du plan mondial d'action sont notables. On doit également mentionner le fait que la CEA et les autres commissions régionales ont été admises comme membre du Comité consultatif inter-agence du Fonds des Nations Unies pour les activités de population pour la première fois en 1977. Ceci a permis aux commissions de présenter leur point de vue directement sur les activités au sein de leurs régions respectives à cette institution, plutôt que de le faire par le canal de la Division de la population de New York, comme c'était le cas auparavant.

79. Comme indiqué dans la section E, la CEA a également préparé des documents et participé à diverses réunions organisées par les organisations hors des Nations Unies. De plus quelques-unes de ces organisations ont consulté la Division dans l'implication de quelques uns de leurs projets dans la région.

80. La Conférence des démographes africains lors de sa dernière session avait fait appel au FNUAP pour mettre à la disposition de la CEA les ressources nécessaires pour lui permettre d'exécuter complètement son programme de travail. Cependant, la période consécutive à la dernière session de la Conférence a coïncidé avec une période de forte demande au FNUAP, ce qui a rendu impossible pour lui de mettre à la disposition des fonds supplémentaires requis. En particulier le secrétariat n'a pu obtenir les fonds supplémentaires requis pour le personnel pour lui permettre d'exécuter son programme. Le niveau du personnel est resté le même depuis 1971. Cela compte dans le manque d'exécution des projets, comme indiqué dans le rapport d'activité.

81. Un des domaines les plus affectés était l'organisation de conférences, séminaires et réunions. Depuis 1975, la Division n'a pu organiser aucune des réunions planifiées. La seule réunion principale organisée fut la Consultation régionale consécutive à la Conférence mondiale sur la population qui a été financée directement par le FNUAP et ne faisait pas partie du programme régional de travail, présenté à la Conférence lors de la dernière session. Parmi les réunions planifiées, qui n'ont pu être tenues figurent la Conférence des démographes africains, les réunions régionales de coordination des agences hors des Nations Unies intéressées dans le travail de population en Afrique, les cours sur les techniques d'analyse de la fécondité, le séminaire sur les enquêtes et données de mortalité en Afrique. Fut également affecté considérablement le travail d'information et de documentation de la Division.

II. Programme de travail pour 1980-1981 avec projection à 1982-83

82. De la revue précédente des activités passées, on peut se rendre compte que durant les cinq dernières années, la Division de la population a disposé des ressources inadéquates dues au plafondrigoureux du financement établi par le FNUAP, qui a bloqué son support à la Division au niveau de 1975. Maintenant qu'un groupe d'évaluation du FNUAP a recommandé une restructuration et une expansion de l'ensemble de l'engagement de la Division, nous espérons une assurance de financement pour de nouveaux projets et une augmentation pour les anciens. Quelques uns des changements et innovations attendus impliqueront la réorganisation et la modernisation des services d'information et documentation et une plus grande importance pour l'exécution des études de cas micro et macro sur la relation entre population et développement économique et social. Le programme de travail prévu pour le biennium 1980-1981 avec projections pour 1982-1983 est la suivant:

9.480 POPULATION

A. QUESTIONS GENERALES ET TECHNIQUES INTERESSANT LE DEVELOPPEMENT

Sous-programme 1

9.481 Aspects pertinents des politiques et programmes de population dans le cadre du développement économique et social

Autorisation: Résolutions 2211(XXI) de l'Assemblée générale et 1347(XLV) du Conseil économique et social; rapport sur la neuvième session de la Commission (E/4651, paras. 517 à 524); rapport sur la sixième session de la Conférence des statisticiens africains (E/CN.14/CAS.6/27); rapport du Groupe d'experts de la population (E/CN.14/POP/23); première et deuxième sessions de la Conférence des démographes africains; première session de la Conférence des ministres [résolution 230(X)]; deuxième réunion de la Conférence des ministres et troisième réunion de la Conférence des ministres [résolution 273(XII)]; Plan d'action mondial sur la population.

But du projet:

Mettre en évidence les problèmes à court terme et à long terme relatifs aux différents aspects de la population et de son mouvement et aider les gouvernements africains à formuler et appliquer des politiques et des programmes démographiques efficaces dans le cadre de la planification du développement économique et social.

Catégorie A

Travaux :

- 9.481.01 (a) Assistance aux pays et territoires (1978-1979):
Pour élaborer, exécuter et évaluer des politiques et programmes nationaux en matière de population en tant que partie intégrante d'une aide à la planification du développement économique et social.
- (b) Etudes:
- 9.481.03 Etude de l'incidence de l'évolution de la croissance, de la structure et du mouvement de la population, etc. sur la planification du développement économique et social (1980-1983) (en collaboration avec la Division de la recherche et de la planification socio-économiques). Voir également 9.431.26; 9.481.28; 9.241.02 et 9.241.04;
- 9.481.05 Etudes sur la migration, l'urbanisation et la location du peuplement et leurs rapports avec le développement économique et social des régions où interviennent ces phénomènes (1980-1983) (en collaboration avec la Division de la recherche et de la planification socio-économiques). Voir également 9.481.26; 9.481.28; 9.291.06; 9.291.26; 9.291.28; 9.531.04; 9.531.05 et 9.531.28;
- 9.481.06 Etude des politiques migratoires internationales et de leurs effets sur les mouvements des travailleurs migrants dans les sous-régions de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique australe (1980-81). voir également 9.241.02 et 9.242.07;
- 9.481.08 Etude des corrélations entre la répartition de la population et de l'environnement et les ressources naturelles en ce qui concerne notamment le Sahel (1980). (En collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour le Sahel). Voir également 9.481.04; 9.531.05 et 9.531.28;
- 9.481.09 Etude comparative des éléments "administration" et "évaluation" des programmes de planification familiale en Afrique (1981-1982). Voir également 9.482.28.
- Nouveau: Etude des politiques de main d'oeuvre en relation avec les tendances de population dans quelques pays. 1981-1982.

(d) Conférences, réunions ordinaires, séminaires et groupes d'experts (1980-1983):

9.481.26 Séminaires nationaux sur le rôle de la population dans le développement économique et social (1980-1983) (deux séminaires par an). Voir également 9.481.02; 9.481.03, 9.481.05, 9.482.05; 9.241.02, 9.241.04 et 9.242.15;

9.481.28 Séminaire sur l'utilisation des données et analyses démographiques dans le domaine de la planification socio-économique (en collaboration avec la Division de la recherche et de la planification socio-économiques). (1980). Voir également 9.481.02, 9.481.03, 9.481.05, 9.241.02, 9.241.04 et 9.242.15;

Nouveau: Groupe d'experts sur les programmes de planification familiale en Afrique (1983).

Nouveau: Séminaire sur les implications socio-économiques des politiques et tendances des migrations dans le sud de l'Afrique (pour les pays du sud de l'Afrique, 1982).

Nouveau: Seconde Conférence africaine de la population (1981) (en collaboration avec la Division de la statistique et l'U.I.E.S.P.)

Programmes apparentés:

Une collaboration étroite sera maintenue avec le Siège de l'ONU et d'autres organismes compétents des Nations Unies aux fins d'exécution du projet susmentionné ainsi qu'avec la Division de la statistique, la Division du développement social et la Division de la recherche et de la planification socio-économiques de la CEA.

Sous-programme 2

9.482 Dynamique de la population et développement économique et social

Autorisation: Résolutions 2211(XXII) de l'Assemblée générale et 1347(XLV) du Conseil économique et social; rapport sur la neuvième session de la Commission (E/4651, paras. 517 à 524); rapport sur la sixième session de la Conférence des statisticiens africains (E/CN.14/CAS.6/27); rapport du Groupe d'experts de la population (E/CN.14/POP/23); première et deuxième sessions de la Conférence des démographes africains; première réunion de la Conférence des ministres [résolution 230(X)]; deuxième réunion de la Conférence des ministres; troisième réunion de la Conférence des ministres [résolution 273(XII)]. Plan d'action mondial sur la population.

But du projet :

Mettre au point, expérimenter et appliquer des techniques de recherche démographique adaptées au développement de l'Afrique; évaluer les facteurs qui expliquent les taux de croissance démographique et l'évaluation de la structure de la population afin d'aider à concevoir des politiques socio-économiques et à planifier le développement socio-économique.

Catégorie A

Travaux :

9.482.01 (a) Assistance aux pays et territoires (1980-1983):

Pour définir les relations mutuelles entre les tendances démographiques et le développement socio-économique pour effectuer des études méthodologiques pertinentes; pour concevoir, exécuter et analyser les enquêtes démographiques; pour évaluer et ajuster les données; pour appliquer les recommandations du Plan d'action mondial sur la population.

(b) Etudes:

9.482.02 Evaluation, ajustement et analyse des données démographiques et établissement de projections démographiques (1980-1983);

9.482.04 Etudes sur la mortalité, ses niveaux, ses tendances et sa structure, et élaboration de tables de mortalité (1980-1983). (Ce projet doit être incorporé au projet 9.482.21). (Voir également 9.291.06, 9.291.26, 9.291.28, 9.531.04 et 9.531.05);

9.482.05 Etudes sur les aspects démographiques de la population active en Afrique, y compris les tendances des taux d'activités féminine (1980);

9.482.06 Etude démographique des populations nomades (1980) (en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour le Sahel). Ce projet doit être incorporé au projet 9.482.21;

9.482.07 Etude des tendances des migrations internationales dans certains pays (1981-1982). (Ce projet doit être incorporé aux projets 9.241.04, 9.531.02 et 9.482.21);

- 9.482.08 Etudes des niveaux, structures, différences et tendances en matière de fécondité et des facteurs socio-culturels qui les influencent ainsi que de leurs incidences sur le développement (1980-1983). (Ce projet doit être incorporé aux projets 9.241.04 et 9.531.02);
- 9.482.09 Etude des rapports entre la mortalité infantile et néonatale et les niveaux et la structure de la fécondité dans certains pays (1980-1983). (Ce projet doit être incorporé aux projets 9.241.04 et 9.531.02);
- 9.482.10 Etude de la sous fécondité et de la stérilité dans la sous-région centrafricaine et leurs implications politiques (1982). (En collaboration avec l'OMS pour 1983)
- 9.482.11 Etude du mariage, de ses changements et de sa relation avec la fécondité (1982-1983).
- Nouveau: Etude des implications des tendances de la population pour l'investissement dans l'éducation (1982-83) (voir aussi 9.481.03).
- Nouveau: Etude des tendances de la fécondité dans quelques pays avec ou sans programmes de planification familiale (1983).
- (c) Rassemblement et diffusion de renseignements:
- 9.482.20 Guide démographique de l'Afrique (1983).
- 9.482.21 Série des "Etudes sur la population en Afrique" (1980-1983).
- 9.482.22 Etablissement de bibliographies (1980-1983).
- 9.482.23 Informations sur la population en Afrique (1980-1983).
- 9.482.24 Répertoire des démographes africains (1982).
- Nouveau: Manuel pour les travailleurs sociaux avec référence spéciale à la population.
- (d) Conférences, réunions ordinaires, séminaires et groupes d'experts:
- 9.482.26 Conférence des démographes africains, quatrième session (1981).
- 9.482.27 Réunion de coordination inter-agence sur la population (1981 et 1983).

- 9.482.28 Réunions d'organisations non rattachées à l'ONU qui s'intéressent aux activités en matière de population menées en Afrique (1981 et 1983).
- Nouveau: Seconde conférence africaine de la population (1981).
- Nouveau: Groupe d'experts sur l'analyse démographique pour les pays africains (1981) (voir 9.482.02).
- Nouveau: Séminaire sur les aspects démographiques du développement de la main d'oeuvre et de l'emploi 1983 (en collaboration avec le BIT et la Division de l'administration publique de la CEA).
- Nouveau: Séminaire sur les niveaux et tendances de la fécondité dans la région centrafricaine et leurs implications politiques 1983. (voir également 9.482.08 et 9.482.11).

Programmes apparentés:

Une collaboration étroite sera maintenue avec le Siège de l'ONU et d'autres organismes compétents des Nations Unies aux fins d'exécution du projet susmentionné, ainsi qu'avec les divisions de la statistique, du développement social et de la recherches et de la planification socio-économiques du secrétariat.

Sous-programme 3

9.483 Formation et recherche à l'échelon régional

Autorisation: Résolution 2211(XXI) de l'Assemblée générale; mandat de la Commission; rapport sur la neuvième session de la Commission (E/4651, para.522); rapport sur la sixième session de la Conférence des statisticiens africains; rapport du Groupe d'experts de la population; première et deuxième sessions de la Conférence des démographes africains; première réunion de la Conférence des ministres [résolution 230(X)]; deuxième réunion de la Conférence des ministres; troisième réunion de la Conférence des ministres [résolution 273(XII)].

But du projet:

Aider les gouvernements africains à répondre aux besoins de personnel démographe en offrant des moyens dans tous les domaines de la formation et de la recherche démographiques à des stagiaires et à des chercheurs.

Catégorie A

Travaux :

9.483.01 (a) Assistance aux pays et territoires (1978-1979):

Formation démographique dans des établissements nationaux; inscription de la démographie aux programmes de formation destinés aux économistes, planificateurs, médecins, infirmiers et au membres des professions apparentées; maintien de l'aide apportée au centres régionaux de formation et de recherche démographiques d'Accra (pour les pays anglophones) et de Yaoundé (pour les pays francophones), et partiellement au Centre du Caire; et application de la recommandation relative à la formation du Plan d'action mondial sur la population.

(b) Etudes:

9.483.02 Etude des tendances dans la formation des ressortissants des pays africains en vue des activités en matière de population (1982).

Programmes apparentés:

Une collaboration étroite sera maintenue avec le Siège de l'ONU et d'autres organismes compétents des Nations Unies aux fins d'exécution du projet susmentionné, ainsi qu'avec les divisions de la statistique, du développement social, de la recherche et de la planification socio-économiques de la CEA et les établissements de formation de la région.